



HAL
open science

L'impact économique des dépenses militaires sur les pays du Tiers-Monde

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. L'impact économique des dépenses militaires sur les pays du Tiers-Monde. *Mondes en Développement*, 1993, 21 (83). hal-03552277

HAL Id: hal-03552277

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03552277v1>

Submitted on 2 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'impact économique des dépenses militaires sur les pays du Tiers-Monde

Jacques Fontanel

Mondes en développement, 21(83)

1993

L'analyse de l'impact des dépenses militaires sur la croissance des pays en voie de développement n'a pas toujours été au centre des réflexions des économistes, jusqu'à ce qu'une étude de Emile Benoit en 1978 suggère un lien plutôt positif entre les dépenses militaires des sur le développement économique. L'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation des hommes, l'essor des infrastructures, le sens de l'ordre et la volonté d'indépendance. La méthodologie de cette analyse, sur la base de corrélations) a été contestée. D'autres études, plus nombreuses, dont certaines. Engagées sous la houlette de l'ONU ont conduit à des résultats souvent diamétralement opposés, selon l'importance et le niveau de développement des pays concernés. Cependant, un désarmement négligent de la sécurité nationale est susceptible aussi de produire des effets de domination et de conflits dommageables pour le développement des pays les plus pauvres.

The analysis of the impact of military spending on the growth of developing countries has not always been at the center of economists' reflections, until a study by Emile Benoit in 1978 suggested a rather positive link between military spending and economic development. The military effort would promote industrial modernization, the training of men, the development of infrastructure, the sense of order and the desire for independence. The methodology of this analysis, based on correlations, has been challenged. Other studies, more numerous, including some. These studies, conducted under the auspices of the United Nations, have led to results that are often diametrically opposed, depending on the size and level of development of the countries concerned. However, disarmament that neglects national security is also likely to produce effects of domination and conflict that are harmful to the development of the poorest countries.

Dépenses militaires, Tiers-Monde, croissance économique
Military expenditure, Third World, economic growth

Le statut théorique des dépenses militaires fait l'objet de nombreuses controverses. Pour les uns, l'effort de défense, en préservant la sécurité et la liberté nationales et en fournissant de nouvelles activités à fort potentiel technologique, est un facteur potentiel de développement économique; pour les autres, la course aux armements affaiblit l'économie des pays du Tiers-Monde, en épuisant des ressources rares à des fins non productives et en créant des conditions de déséquilibres producteurs d'effets de domination et de détérioration des termes de l'échange des pays pauvres. Plusieurs ouvrages ou rapports importants illustrent ces débats, principalement lancés il y a 15 ans maintenant par Benoit (1978). Pour cet auteur, l'effort militaire favorise la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement, le sens de l'ordre et de la discipline et la volonté d'indépendance. Cette analyse a été, dès l'origine, fortement contestée sur la forme et sur le fond. Cette relation est très contestable sur le fond, car il existe un écart important entre la modernisation des forces de défense et la modernisation d'une économie et l'analyse de Deger et Smith (1983), tout en contestant la forme de l'analyse de Benoit, produit des résultats inverses, à partir d'un petit modèle de trois équations.

Si à court terme, les dépenses militaires ont une influence positive sur la croissance, en augmentant la demande, elles exercent, à plus long terme, un impact négatif sur le développement économique. Depuis ces études, de nombreuses analyses nouvelles ont été faites sur la question de l'impact des dépenses et des industries militaires sur les économies du Tiers-Monde. Les mêmes clivages subsistent, quand bien même quelques règles nouvelles semblent devoir être généralement acceptées.

Trois thèmes principaux sont abordés : l'efficacité économique des dépenses et des industries d'armement, l'investissement de la paix et les principes d'une bonne gestion du désarmement.

A. Les nouveaux débats sur l'efficacité économique des dépenses et industries d'armement

Pour Saadet Deger (1986) et Nicole Ball (1988), l'armement national est une cause de sous-développement, alors que pour Robert Looney (1988) cette relation n'est valable que pour les pays importateurs d'armes. Pour Deger, il existe une relation négative entre le développement socio-économique et l'influence militaire d'un pays et les études économétriques, trop simplificatrices, ne peuvent rendre compte avec précision d'une relation de type qualitatif s'inscrivant dans le moyen et long termes. Selon Ball (*Journal of Peace Research*, 1991), les dépenses militaires n'ont pas joué le rôle essentiel que d'aucuns souhaiteraient leur voir jouer a posteriori, car si la production nationale des armes présente quelques avantages potentiels comme l'économie de devises rares, la maîtrise technologique et la mise en oeuvre éventuelle d'une politique d'industrialisation par tâche d'huile à partir d'investissements militaires qui, de toute façon, n'auraient pas été réalisés à des fins civiles, il est fréquent qu'une concurrence se développe entre le secteur militaire et le secteur civil dans le choix des investissements et pour l'embauche des meilleurs cadres; dans ces conditions, les effets d'éviction apparaissent fortement et les coûts d'opportunité des choix militaires s'avèrent souvent très élevés. En outre, aucun pays du Tiers-Monde ne peut supporter une telle politique s'il ne

possède pas préalablement un secteur industriel suffisamment fort et diversifié. Seuls les grands pays en voie de développement, notamment le Brésil et peut-être l'Indonésie peuvent éventuellement recevoir des effets multiplicateurs suffisants de leur effort militaire pour dépasser les effets d'éviction qu'exerce indiscutablement le secteur militaire sur le secteur civil. Enfin, l'essor des industries d'armement dans les pays en voie de développement conduit aussi à une croissance des dépenses militaires qui, à long terme, est susceptible de soulever de graves difficultés de développement économique national (*Stratégique*, Fontanel, 1990).

Les analyses de Deger et Ball sont clairement contestées par Looney qui, à partir d'analyses économétriques simples, se croit autorisé à conclure un peu abruptement sur trois propositions :

- Les influences politico-bureaucratiques sont plus fortes dans la définition des dépenses militaires que les rivalités internationales. Cette hypothèse a souvent été confirmée par plusieurs articles, notamment pour les pays développés (Defence Economics, 1990, et notamment l'article de Ron Smith et Jacques Fontanel).

- La production des armes peut constituer un facteur d'industrialisation des économies nationales des pays du Tiers-Monde. Les effets de substitution jouent un rôle important pour les pays importateurs des matériels militaires, alors que, par les effets d'import-substitution, les pays producteurs augmentent l'offre nationale correspondant à une demande interne. Cette analyse a été reprise pour l'Inde et le Brésil par Michael Ward (ARES, 1991) et les conclusions apparaissent, au moins pour les producteurs d'armements, plus nuancées. Si les programmes militaires du Brésil et de l'Inde tendent à être globalement positifs, c'est surtout dans leur fonction de composante des dépenses publiques. En effet, en termes de coûts d'opportunité, les dépenses et les industries militaires ne sont pas les meilleurs choix économiques que puissent réaliser les Etats.

- Les dépenses militaires n'ont que faiblement contribué à l'essor de la dette des pays du Tiers-Monde et notamment de ceux de l'hémisphère Sud. Plusieurs réflexions ont été engagées sur ce thème et les conclusions apparaissent relativement homogènes. Si l'effort militaire ne peut pas expliquer toute la dette des pays sous-développés, il n'en reste pas moins vrai que son importance ne doit pas être négligée (Schmidt & Blackaby, 1987). Dans un ouvrage édité par Serge Sur (UNIDIR, 1991), qui met notamment en évidence les conséquences économiques, sociales et stratégiques du processus de contrôle des armements sur les économies du Tiers-Monde, Saadet Deger souligne l'importance de cette dette pour les pays du Tiers-Monde et elle insiste sur les menaces que cet endettement fait peser sur la sécurité internationale du monde contemporain .

Looney (1988) poursuit son analyse en considérant qu'en l'absence de transferts, pour les pays qui n'ont pas d'industrie d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires, si elle n'est pas compensée par une dépense au moins égale au maintien de l'ordre intérieur ou à l'achat de produits de luxe importés, sont positifs même à court terme, car ils favorisent l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement concernées par les activités industrielles d'armement.

B. L'investissement de la paix

Pour le Rapport de l'UNIDIR (1992) destiné à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, il est inexact de parler de dividendes de la paix, car toute procédure de conversion est coûteuse. Il n'en reste pas moins vrai qu'à long terme, des effets très positifs peuvent être attendus d'une réduction substantielle des efforts militaires nationaux; dans ces conditions, il est plus judicieux de parler d'investissement de la paix. Certes, une régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement peut conduire à des effets d'irréversibilité sectorielle ou régionale, notamment en matière de conversion d'activité. Cependant, une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires devrait exercer des incidences positives à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations internationales d'échange. Plusieurs questions de principe méritent une réponse, sachant que, si à court terme une procédure de désarmement sera coûteuse et longue, à long terme des avantages substantiels peuvent en être obtenus pour tous les Etats, à condition de respecter certaines règles (ARES, Fontanel 1992).

L'armement est-il un frein au développement ?

Pour les économistes, les dépenses militaires sont analysées comme des dépenses improductives. Elles exercent donc des effets négatifs sur la croissance économique. Cependant, certains pays peuvent recevoir des effets économiques positifs d'une activité d'armement : les industries d'armes créent des emplois en réduisant les importations, les exportations améliorent la balance commerciale, la technologie militaire exerce des retombées positives sur le secteur civil de la production. En outre, l'armement se propose d'assurer la sécurité des Etats contre le pillage, les effets de domination, l'exercice de la violence. S'il est nécessaire de disposer de moyens suffisants pour dissuader un éventuel agresseur, l'excès d'armement est paupérisant, puisqu'il n'assure pas les besoins fondamentaux (Deger, UNIDIR, 1990)

Le désarmement produit-il des effets favorables sur les économies nationales ?

Le désarmement est généralement présenté comme un facteur de développement économique et social. Ainsi, le coût d'un porte-avions est souvent comparé au nombre d'écoles ou d'hôpitaux qu'il représente. L'excès d'armement provoque toujours des situations de crise économique, politique ou stratégique. Tout désarmement n'équivaut pas nécessairement à une réduction des dépenses militaires. "Les dividendes de la paix" se transforment parfois en coûts du désarmement pour la destruction des stocks d'armes ou la vérification des accords. En outre, une suppression des stocks militaires ne garantit pas la limitation des capacités de destruction (UNIDIR, Fontanel, 1991). La réduction des quantités d'armes amène les Etats à améliorer la qualité de leurs produits et donc à accroître leurs dépenses militaires, par le triple effet d'une réduction des économies d'échelle (moins d'unités produites augmente le prix unitaire des armes), du développement des coûts de recherche-développement nécessaires à la définition de nouvelles armes et d'un effet de substitution vers la production d'armes non concernées par l'accord. Enfin, les accords de désarmement qui impliquent des injonctions à choisir de préférence des armes défensives ont pour conséquence l'accélération de l'obsolescence des produits militaires dissuasifs existants; ce qui suppose des coûts supplémentaires et des engagements financiers très importants car les armes défensives sont plus onéreuses que les armes offensives, comme le programme SDI (Strategic Defense Initiative ou "guerre des étoiles") en a apporté la preuve cette dernière décennie. Enfin, une limitation des dépenses militaires peut provoquer la suppression de programmes d'armements entiers, alors qu'un accord physique conduit à sauvegarder, quel qu'en soit le coût, un programme réduit à de faibles quantités de matériels. Tout processus de désarmement doit comprendre une réduction contrôlée des budgets militaires, indicateurs imprécis mais irremplaçables de l'importance de la course aux armements (UNIDIR, Fontanel, 1991).

C. Les principes de bonne gestion du désarmement

Plusieurs principes ont été présentés, notamment par Defence Economics (Fontanel & Ward), ARES 1992 (Fontanel) et Rapport UNIDIR (1993), parmi lesquels il faut insister sur les thèmes suivants.

Toute réduction des dépenses militaires n'équivaut pas à une amélioration immédiate de la situation économique nationale.

Si l'on peut convertir les dépenses militaires en d'autres formes de dépenses publiques ou privées, les usines, les équipements, les hommes jusque là affectés à la sécurité nationale sont susceptibles de connaître d'importantes difficultés de conversion et parfois même, pour les entreprises à productions duales (militaires ou non), de graves problèmes financiers, menaçant la compétitivité des produits destinés au secteur civil. La substitution des dépenses militaires en faveur des dépenses civiles

ne permet pas le financement rapide du capital nécessaire au maintien des emplois rendus précaires par l'obsolescence ou l'inadaptation des installations destinées à la production des armements. Il faut, en outre, s'engager non seulement dans la conversion rentable des matériels existants, mais aussi réinvestir, développer de nouvelles activités et trouver de nouveaux débouchés. L'effort économique nécessaire pour renflouer les firmes sinistrées et leur permettre la survie économique devrait dépasser, à court terme, l'importance de la limitation de l'effort militaire (Defence Economics, Fontanel & Ward, 1992). Pour les Etats-Unis, il est probable que les dividendes permettront d'abord une réduction du déficit public. Pour les pays faiblement développés de l'URSS, la conversion sera la plus facile, compte tenu de l'existence d'un potentiel considérable de consommation solvable non satisfaite, de la faiblesse de la concurrence et de la capacité des entreprises à produire des biens à double utilisation, militaire et civile. Dans les pays en voie de développement, les avantages attendus pour les pays importateurs d'armes sont incontestablement positifs; pour les producteurs d'armement, la conversion ne peut se faire que dans le cadre d'une concertation avec les pays riches, afin d'éviter l'effondrement du système économique mis en place.

Les dépenses militaires ne constituent pas un indicateur suffisamment fiable de la puissance stratégique d'un Etat. Les dépenses militaires ne peuvent pas suffire pour fonder un processus de désarmement. Les comparaisons internationales sont souvent contestables (définition, existence ou non d'une conscription, détermination administrative des prix sur des marchés monopolistiques, inadéquation de l'utilisation des taux de change, etc.). En outre, la sécurité d'un pays dépend de nombreux facteurs difficilement exprimables par les seules variables économiques, comme la longueur des frontières, la solidarité interne des régions, l'importance des menaces ou la solidité des Alliances. Enfin, les dépenses militaires sont plus ou moins productrices de sécurité (Stratégique, Fontanel, 1991). Compte tenu des accords internationaux sur la non prolifération des armes nucléaires, les grandes puissances monopolisent une arme très puissante et dissuasive à un faible coût. Dans ces conditions, il leur est possible de réduire leurs dépenses militaires sans toucher au pilier central de leur défense. Pour les pays du Tiers-Monde, malgré l'absence de chiffres précis, le contrôle est plus aisé à réaliser, sauf cas exceptionnel. Les dépenses militaires sont évaluées en dollars du simple au quadruple, selon que l'indicateur de conversion monétaire se limite aux taux de change ou s'il se réalise avec les calculs de parité de pouvoir d'achat. Dans ces conditions, les pays en voie de développement ne souhaitent guère utiliser ce critère pour favoriser une procédure de désarmement.

A long terme, les avantages économiques attendus d'une procédure durable de désarmement peuvent être conséquents.

Les résultats des modèles économétriques mettent en évidence les effets économiques positifs d'une procédure de désarmement, principalement dans le cadre d'un transfert partiel des ressources dégagées en faveur des pays du Tiers-Monde. Compte tenu de la nature improductive des dépenses militaires, il est incontestable que la première crise de conversion réglée, la nouvelle situation de paix, si elle se pérennise, aura des effets positifs sur le développement économique mondial (UNIDIR, Deger, 1991). Cependant, de nouvelles inégalités économiques peuvent naître provoquant de nouvelles tensions politiques et sociales susceptibles de relancer une nouvelle fois une course aux armements. Ainsi, en cette fin de XXème siècle, les transferts internationaux risquent de changer de nature et d'orientation, en faveur des pays de l'Europe de l'Est et au détriment des pays du Sud. En outre, la nouvelle carte de la compétitivité internationale risque de profiter aux forts (généralement les plus forts producteurs et consommateurs d'armement) et de réduire le potentiel de développement des plus pauvres. Enfin, l'aide internationale peut avoir des effets pervers si elle conduit les économies pauvres à une destruction des productions locales et à une dépendance économique progressive, facteur de paupérisation (UNIDIR, Fontanel, 1991).

Les efforts et les contrôles du désarmement doivent être à la fois progressifs, généraux et continus.

La réduction des dépenses militaires ne peut être que progressive, car il existe des effets de seuil dans la définition de la sécurité nationale, qui dépendent du consensus social d'une Nation en matière de défense, de la confiance accordée aux accords internationaux de limitations quantitatives ou qualitatives des armements et des niveaux technologiques comparés des Etats (Ball, 1986). Pour être efficace, une réduction des dépenses militaires doit tenir compte des dépenses réelles et de leurs structures. Il est ainsi caractéristique qu'une réduction des dépenses nucléaires concernant la stratégie de la dissuasion française risquerait de lui faire perdre toute crédibilité, alors qu'une réduction de moitié des forces nucléaires en URSS et aux Etats-Unis n'aurait que des effets secondaires sur leurs stratégies.

- Elle doit être continue et veiller à l'évolution des dépenses de recherche-développement dans le secteur de l'armement (qui sont 20 fois supérieures par unité produite à celles du secteur civil); sans contrôle spécifique, elles peuvent aboutir au monopole, par une seule Nation, de technologies militaires susceptibles d'être rapidement développées en cas de conflit, assurant ainsi à leur détenteur une puissance politique et stratégique considérable (*Defence Economics*, Fontanel & Ward, 1992).

- Elle doit être générale et s'appliquer à l'ensemble des Etats. Ainsi, les ventes d'armes doivent être sévèrement contrôlées, car elles conduisent parfois à la "concrétisation guerrière" de conflits latents, qui auraient pu trouver une solution négociée, elles limitent les ambitions des producteurs d'armes désireux de trouver dans l'exporta-

tion une justification à la production d'engins militaires onéreux et elles réduisent le potentiel de développement des pays les plus démunis. L'expérience montre que la diffusion de l'armement accélère le potentiel de conflits internationaux (UNIDIR, 1991). En conclusion, les négociations ne constituent pas des règles intangibles sur lesquelles les Etats doivent définitivement s'aligner. Un processus de désarmement implique des rencontres régulières, dans un climat de confiance réciproque.

La lutte contre les racines du désarmement.

Le désarmement requiert une série de décisions notamment sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques (Ball, 1986). Ces questions ne font que très rarement l'objet de discussions dans les négociations de limitation de la course aux armements. Or, le développement économique des Nations est un facteur fondamental de la sécurité internationale (Deger & West, 1987). De nombreux conflits armés sont nés des conflits économiques et la dernière guerre du Proche-Orient peut aussi trouver des explications dans la volonté des uns de récupérer la richesse insolente d'un voisin et dans le souhait des autres de ne pas laisser entre des mains ennemies les ressources pétrolières importantes du Koweït. Le développement économique intervient dans le désarmement à trois niveaux, au moins :

- D'abord, dans un monde de rareté, les dépenses militaires, par essence improductives, constituent un gaspillage, si l'on se situe dans un monde sans conflits internationaux.

L'expérience récente de l'Union Soviétique est là pour prouver qu'un effort excessif de dépenses militaires érode peu à peu l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense (UNIDIR, 1993).

- Un désarmement déconnecté des raisons qui fondent la course aux armements peut se révéler, à terme, particulièrement dangereux pour la paix ou pour les systèmes politiques démocratiques. Comme les grandes puissances peuvent bénéficier directement ou indirectement d'effets de domination, une modification des rapports de forces stratégiques est susceptible de transformer aussi la carte économique internationale (ARES, Fontanel, 1992).

- Enfin, lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

Ces études et rapports mettent en évidence le renouveau des réflexions économiques sur le désarmement, autrefois dominées par les conceptions de type "Peace Research" simplistes sur l'intérêt incontestable de la réduction des dépenses militaires en faveur de l'éducation ou de la santé et par les spécialistes d'économie

industrielle obsédés par le bon fonctionnement des entreprises en place et plutôt favorables à l'idée selon laquelle l'armement était une activité économique comme les autres. Les analyses actuelles sont plus fines, moins manichéennes, mais elles n'en manquent pas moins encore de profondeur et de cohérence. C'est pourquoi il faut encourager le développement de l'économie de la défense et du désarmement, discipline encore mal perçue par les économistes francophones, alors même qu'elle commence à s'établir puissamment dans les pays anglo-saxons sous l'impulsion de l'Association des Economistes Contre La Course aux Armements, à laquelle appartiennent des économistes aussi renommés que J.K. Galbraith, Lawrence Klein, Kenneth Arrow ou autres Tinbergen et de l'Association Internationale des Economistes de Défense.

Bibliographie

Ball, N. (1988), *Security and economy in the Third World*, Princeton University Press.

Ball, N. (1991), Military expenditure in Third World Countries, *Journal of Peace Research*, 1991 28(3).

Benoit, E. (1978), Growth and defence in developing countries, *Economic Development and Cultural change*, Vol.26. January.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les Etudes de défense nationale 19

Deger, S. (1986) *Military expenditure in Third World countries*, Routledge and Keegan Paul.

Deger, S., West, R. (1987), *Defence, Security and development*, Frances Pinter, London.

Deger, S., Smith, R. (1983), Military expenditure and growth in less developed countries, *Journal of Conflict Resolution*, 27(2).

Deger, S. (1991), Economic and Security consequences of the East-Arms Control Process on the Third World, in *Disarmament Agreements and Negotiations. The economic dimension*, UNIDIR, Dartmouth, Aldershot.

Fontanel, J. (1982), *Military Expenditure and economic growth*, report written for United Nations, New York.

Fontanel, J. (1990), L'économie du désarmement, *Stratégique* 47(3).

Fontanel, J. (1990), The economic effects of military expenditure in the Third World countries, *Journal of Peace Research* 27(4).

Fontanel, J. (1991), Effects for Developing Countries of the East-West Disarmament Process, in

Disarmament Agreements and Negotiations. The economic dimension, UNIDIR, Dartmouth, Aldershot

Fontanel, J. (1992), *L'économie du désarmement. Dix conseils pratiques*, Arès, Défense et Sécurité internationales, 13(1).

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. Grenoble.

Looney, R.E. (1988), *Third-World Military Expenditure and Arms Production*, Mac Millan Press, London.

Schmidt, C., Blackaby, F. (1987), *Peace, Defence and economic analysis*, Mac Millan Press, London.

Sur, S. (1991), *Disarmament Agreements and Negotiations. The economic dimension*, UNIDIR, Dartmouth, Aldershot.

UNIDIR (1991), *Dimensions économiques des négociations et accords sur le désarmement*, UNIDIR/91/92, 1991.

UNIDIR (1993), *Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement. Rapport pour l'Assemblée générale des Nations Unies*, UNIDIR/92/93.

Ward, M. (1991), *Military technologies and Economic development. A comparison of India and Brazil*, Arès, Défense et Sécurité, 12(4).